

Juin 2006

Atmosphère suffocante dans le Londonistan

Le multiculturalisme britannique a largement échoué dans son rapport aux populations immigrées musulmanes. Seul l'establishment de gauche refuse toujours de l'admettre.

Ernst Hillebrand

40 % des musulmans vivant en Grande Bretagne souhaitent l'application de la Charia dans certaines parties du pays. 32 % pensent que les musulmans devraient s'engager pour mettre fin à la civilisation occidentale, « décadente et amoral ». 20 % disent comprendre les motivations des responsables des attentats du métro de Londres le 7 juillet 2005. Dans le même temps, seuls 17 % des non-musulmans pensent que musulmans et non-musulmans peuvent vivre ensemble pacifiquement de façon durable. Et un quart de l'électorat peut s'imaginer votant un jour pour un parti d'extrême droite ; bienvenue en Grande Bretagne, dans une société qualifiée par le British Council de « riche d'une grande diversité, ouverte, multiculturelle ».

Alors que les autorités persistent à diffuser des messages glorieux, les attentats de Londres ont crûment révélé une réalité qui n'avait pu échapper, auparavant déjà, à tout observateur attentif : le vaste échec du multiculturalisme britannique, du moins en ce qui concerne l'intégration des musulmans. Le pays est confronté aux dégâts d'une politique qui voulait l'intégration non pas via l'adaptation à la culture britannique mais via la proclamation et l'affirmation actives, encouragées par

l'Etat, des différences culturelles et religieuses propres aux populations immigrées. Même en faisant abstraction du désastre absolu, en matière interculturelle, que représente le terrorisme islamiste, les résultats de cette politique sont tout sauf convaincants : la Grande Bretagne « évolue insidieusement vers une société où règne la ségrégation », déclarait ainsi il y a quelques mois Trevor Philips, président de la *Commission for Racial Equity*, commission nationale de lutte contre les discriminations.

La pauvreté et l'échec de l'éducation

Les statistiques relatives à la pauvreté, à l'emploi et à l'éducation des immigrés originaires de pays musulmans montrent que pas plus que les pays d'Europe continentale, la Grande Bretagne n'a trouvé de réponse aux difficultés d'intégration économiques et culturelles spécifiques de cette catégorie d'immigrés. 15 % des musulmans qui vivent en Grande Bretagne sont au chômage, c'est trois fois plus que les chrétiens ou les hindous ; notons toutefois que c'est dans ce groupe que le pourcentage d'incapacités de travail est le plus élevé. Le taux de chômage réel des

musulmans pourrait donc être encore bien supérieur.

La grande majorité des musulmans de Grande Bretagne vient du Bangladesh et du Pakistan. Une récente étude de la confédération syndicale TUC montre que d'un point de vue statistique, 58 % de cette population est pauvre alors que parmi d'autres minorités ethniques, les Indiens de Grande Bretagne par exemple, on ne relève que 29 % de pauvres. Le chiffre descend à 19 % pour la population britannique blanche de souche. 63 % des enfants originaires du Bangladesh/du Pakistan sont pauvres - un pourcentage là encore largement supérieur à celui relevé pour l'ensemble des groupes ethniques, populations africaines incluses. Le taux d'activité des Pakistanais et Bengalis, hommes et femmes confondus, est le plus faibles de tous les groupes ethniques¹.

Contrairement à ce que l'on observe pour d'autres catégories d'immigrés, les musulmans ne semblent pas, dans leur majorité, tirer pleinement parti de l'ascenseur social que représente le système éducatif dans une société de la performance relativement ouverte comme la Grande Bretagne. «Les résultats scolaires des élèves d'origine pakistanaise ou bengalie sont nettement inférieurs à la moyenne nationale» indique une étude réalisée fin 2005 par le centre d'études du parti travailliste, l'ippr. «Ils se placent ainsi derrière toutes les autres catégories à l'exception des gens du voyage». Ces mauvais résultats valent également pour les musulmans originaires d'Inde, qui s'en sortent moins bien à l'école que d'autres

populations indiennes comme les sikhs ou les hindous².

Par comparaison, même les chiffres comparables relevés pour l'Allemagne n'ont pas trop mauvaise allure : d'après l'Office fédéral de la Statistique (*Statistisches Bundesamt*), 53 % de la population d'origine turque vit en-dessous du seuil de pauvreté (contre 58 % des Bengalis et Pakistanais en Grande Bretagne)³. Alors qu'en Grande Bretagne le taux de chômage des musulmans est trois fois supérieur à la moyenne nationale, celui des Turcs d'Allemagne n'est que près de deux fois supérieur à une moyenne nationale toutefois bien plus élevée. Mais le contexte économique doit aussi être pris en compte : la Grande Bretagne traverse une phase de croissance stable et a de facto atteint un niveau de plein emploi. Les statistiques allemandes reflètent par contre la réalité d'un pays dont l'économie est en période de marasme et dont le marché de l'emploi subit une crise structurelle. Il est dès lors encore plus difficile de voir dans les chiffres britanniques l'expression d'une intégration réussie.

Sécurité intérieure et terrorisme

Aucun autre pays d'Europe n'a de problème comparable avec le terrorisme islamique. Les attentats des 7 et 21 juillet 2005 n'ont rien été d'autre que le paroxysme d'une longue chaîne d'actes et de menaces terroristes. Les forces de sécurité britanniques disent avoir déjoué plusieurs tentatives d'attentats de même nature ces dernières années. Le Gouvernement est convaincu de devoir s'attendre - de la part de musulmans britanniques toujours - à d'autres attaques

¹ Cela reflète avant tout le niveau extrêmement faible de qualification professionnelle de cette population. Chez les hommes, 37 % des Bengalis et 28,8 % des Pakistanais n'ont aucune qualification professionnelle (Indiens : 14,7 %, Chinois : 14,5 %, population britannique blanche : 13,9 %). Chez les femmes, le tableau est encore plus saisissant : 46 % des Bengalies et 35,8 % des Pakistanaises sont sans qualification.

Cf. TUC, Poverty, exclusion and British People of Pakistani and Bangladeshi origin («*La pauvreté, l'exclusion et les Britanniques originaires du Pakistan et du Bangladesh*») Londres, 2006.

² Reed, Jodie, Young Muslims in the UK : Education and Integration - A briefing paper for the FES/ippr seminar («*Les jeunes musulmans au Royaume-Uni : éducation et intégration - Document d'information pour le séminaire FES/ippr*»), ippr 2005, p. 3. Les populations originaires d'extrême-Orient et d'Inde ont des résultats scolaires nettement supérieurs à ceux de la population blanche majoritaire, les Bengalis et les Pakistanais se situent par contre bien en-deçà. Cf. TUC, Poverty..., p. 12.

³ Chiffres publiés en 2003 par l'Office fédéral allemand de la Statistique (*Statistisches Bundesamt*), <http://www.zft-online.de/deutsch.php>.

comparables à celles du 7 juillet 2005. Au printemps 2006, des sources policières estimaient encore à 500 le nombre de terroristes potentiels vivant sur le sol britannique et prêts à passer à l'action. 60 terroristes présumés attendent actuellement d'être jugés dans les prisons britanniques⁴. Le cercle des sympathisants semble en outre considérable : d'après plusieurs sondages, 7 % des musulmans de Grande Bretagne, autrement dit plus de 100 000 personnes, estiment nécessaire et justifié d'éliminer *par la violence* la société occidentale «décadente»⁵.

Les informations des services de sécurité sur le terrorisme islamiste en Grande Bretagne ne parlent d'ailleurs guère d'organisations terroristes étrangères. Les fanatiques qui ont frappé par les attentats du 7 juillet n'ont pas été recrutés au Pakistan, mais ont grandi sur le territoire britannique ; citoyens britanniques, ils sont d'origine étrangère et ont intégré l'idéologie et l'extrémisme islamistes via le dense réseau des organisations et structures auxquelles un contexte de multiculturalisme libéral a permis de fleurir en toute tranquillité en Grande Bretagne ces dernières décennies. Kenan Malik, intellectuel d'origine indienne, écrit ainsi dans le mensuel libéral *Prospect* : «Le multiculturalisme n'a pas créé l'extrémisme islamiste, mais lui a fait une place au sein des communautés musulmanes de Grande Bretagne»⁶.

Les services de sécurité britanniques ont refusé pendant des années d'agir contre ces structures - baptisées «Londonistan» par des responsables de la sécurité français et américains. Certains experts américains des questions de sécurité reprochent aux dirigeants britanniques d'avoir négligé la lutte contre le terrorisme islamiste par égard pour la population musulmane de Grande Bretagne et d'avoir laissé le pays devenir l'un des grands

carrefours du terrorisme islamiste mondial⁷. Lorsqu'un des prédicateurs extrémistes les plus connus, Abou Hamza al-Masri, fut enfin traduit devant les tribunaux à l'automne dernier, il déclara que les services de sécurité - dont le MI5, les services secrets - lui auraient promis à plusieurs reprises l'impunité pour ses appels au meurtre - «nous vivons dans un pays libre» - «tant que le sang ne coule pas dans la rue»⁸.

Lorsque le sang coula finalement aussi dans les rues de Grande Bretagne - et plus seulement dans celles de pays comme Israël, où un kamikaze britannique avait déjà tué trois personnes en mai 2003 - le Gouvernement se vit contraint d'opérer un virage à 180°. La société britannique doit maintenant payer le prix fort pour avoir toléré pendant des années une nébuleuse d'organisations islamistes extrémistes : le Gouvernement s'est vu contraint de proposer toute une série de textes qui menaçaient de limiter les droits fondamentaux de tout citoyen comme dans aucun autre pays d'Europe occidentale. Ils ne sont pas tous devenus lois : la Cour suprême a ainsi rejeté le projet de mise en détention illimitée des terroristes présumés au nom de la Charte européenne des droits de l'homme. Il a fallu faire appel à ces mêmes *Law Lords* pour que soit interdite l'exploitation par les tribunaux britanniques d'aveux obtenus sous la torture. Enfin, un projet de loi prévoyant une possibilité de détention provisoire de 90 jours sans demande de mise en accusation - un délai sans égal à l'échelle de la planète - a été rejeté par la chambre des Communes le 9 novembre 2005.

Un Etat qui tourne le dos à ses citoyens

Private Eye, le magazine satirique le plus lu du pays, publie régulièrement la «main courante» d'un commissariat londonien de pure fiction, *Neasden Central Police Station*. C'est surtout le lieu de toutes les

⁴ Daily Mirror, 17 février 2006.

⁵ ICM Muslim poll (*sondage ICM auprès de la population musulmane*), février 2006, <http://www.icmresearch.co.uk/reviews/2006/Sunday%20Telegraph%20-%20Muslims%20Feb/Muslim-Poll-Final.pdf>.

⁶ Kenan Malik, Born in Bradford («Né à Bradford»), *Prospect*, 10/2005.

⁷ The Guardian, 12/7/2005.

⁸ Times Onlines, 19/01/2006, <http://www.times-online.co.uk/article/0,,2-2000138,00.html>.

moqueries vis-à-vis des excès du «politiquement correct» pratiqué jusqu'à l'absurde par les autorités. On prie par exemple les personnes qui téléphonent alors qu'elles sont sur le point de se faire assassiner de rappeler le lendemain au motif que tout assassinat sans motivation raciste ou homophobe n'a aucun caractère d'urgence. Les mêmes policiers réagissent par contre sans délai en apprenant qu'un livre au titre provocant, «Noir et Blanc», circule. Peu de temps après - trois libraires qui ont refusé de coopérer sont mortes entre-temps - le groupe d'intervention du commissariat réussit à retirer l'ouvrage - un manuel d'échecs - de la vente...

La satire ne fonctionne que tant que la réalité peut encore être distinguée. Or, il est vrai que la façon dont la police et d'autres autorités se comportent dans la réalité est souvent incroyablement proche des caricatures de *Private Eye* :

- au printemps 2006, le plus haut responsable de la police du pays, le directeur de la *Metropolitan Police* de Londres, a qualifié les médias britanniques de «racistes» parce qu'ils avaient selon lui fait une place trop importante à ce que l'on a appelé les *meurtres de Soham* : l'assassinat en 2002 de deux fillettes de dix ans. L'ampleur de l'écho médiatique a déplu au chef de la police car les deux enfants avaient le tort d'être blanches de peau.
- Dans la région de Manchester, un enfant de 10 ans a été traduit en justice début avril à l'initiative de la police et des autorités judiciaires. Motif : avoir traité un camarade de classe de «Paki» lors d'une dispute en pleine aire de jeux. Le juge a toutefois immédiatement clos le dossier en déclarant qu'il s'agissait d'un «abus délirant de la notion de «politiquement correct»».
- Au lieu d'être aidée par la police pour neutraliser les coupables, la famille d'un citoyen britannique d'origine pakistanaise converti de

l'islam au christianisme, terrorisée pendant des années par des dégradations matérielles et des menaces de mort de la part du voisinage, a été invitée par les forces de l'ordre à quitter la région⁹.

Les médias britanniques relatent des dizaines d'exemples de ce genre. Guidée selon David Goodhart, l'éditeur de *Prospect*, par un mélange de «sentiment de culpabilité lié à l'impérialisme du côté des petits-enfants des colonisateurs¹⁰ et de ressentiment latent parmi certains petits-enfants de colonisés», c'est une interprétation dogmatique de la notion de multiculturalisme qui dicte le comportement de bien des autorités. La population britannique blanche la plus défavorisée, qui ne peut se passer des transferts sociaux gérés par les *local councils*, est la première à se sentir victime de cette culture. Une enquête récemment publiée par le centre d'études social-démocrate *Young Foundation* et très largement saluée par les médias, consacrée à la vie quotidienne dans la société multiethnique du *East End* de Londres¹¹, donne pour la première fois de façon empirique, à partir de données fiables, la mesure des discriminations et des persécutions ressenties par la population blanche pauvre de la part des autorités. De nombreuses personnes interrogées ont refusé de dire ce qu'elles pensaient des Bengalis du quartier par peur de représailles de la part de l'administration communale. L'expression de tout sentiment critique envers les particularismes culturels des immigrés est largement taboue et stigmatisée ou sanctionnée au titre d'«islamophobie» ou de «racisme»¹².

⁹ Times, 5/2/2005.

¹⁰ David Goodhart dans *Spectator*, 24/9/2005.

¹¹ Geoff Dench/Kate Gavron/Michael Young, *The New East End - Kinship, Race and Conflict (Le nouveau East End - Parenté, origine ethnique et conflit)*, Londres 2006.

¹² La journaliste et écrivain féministe Julie Burchill parle à ce propos de «racisme social» : «La population défavorisée blanche de souche est aujourd'hui la seule que l'on puisse agresser verbalement sans sentir au-dessus de sa tête le couperet de la *Commission for Racial Equity*». (Times, 18/02/2005).

Une absence de cohabitation pacifique

Il est plus ou moins clair aujourd'hui que cette attitude des autorités produit peut-être précisément l'inverse de ce à quoi elle souhaite parvenir : une cohabitation pacifique entre groupes de population anciens et nouveaux. De nombreux sondages indiquent que musulmans et chrétiens britanniques se tournent de plus en plus le dos. Plus les musulmans interrogés, en particulier, sont jeunes, plus la tendance est nette. Les statistiques font d'ailleurs état d'une violence inter-ethnique importante : selon la police, plus de 59 000 délits à caractère raciste ont été recensés en 2004/2005. Chaque année, l'opinion est bouleversée par des affaires d'homicides volontaires ou involontaires à caractère ou à relent raciste, dont les victimes appartiennent d'ailleurs aussi à la communauté blanche. Un nouveau type de tensions interethniques se répand depuis quelques années, qui met en lumière les effets pervers d'une politique axée sur l'encouragement des identités de groupe et des particularismes : les frictions et les heurts se multiplient entre minorités ethniques. Les combats de rue entre Pakistanais et noirs qu'a connus Birmingham pendant deux jours en octobre 2005 et qui ont fait un mort en sont un exemple.

Politique et religion

L'une des caractéristiques fondamentales du multiculturalisme britannique était et est toujours l'importance du facteur religieux dans la définition de l'identité de groupe. Les services de l'Etat font un usage beaucoup plus marqué de la déterminante religieuse, pour communiquer avec les différentes catégories d'immigrés musulmans, que ne le font par exemple la France ou l'Allemagne. Le prix Nobel d'économie Amartya Sen, qui a passé la moitié de sa vie en Grande Bretagne et qui a dirigé le *Trinity College* de Cambridge de 1998 à 2004, y voit un aspect particulièrement problématique de la pratique britannique du multiculturalisme. Plaquer, à la façon du multiculturalisme britannique, une méta-identité religieuse

sur des gens de langue, de culture et de couleur différentes lui apparaît comme une forme moderne de «tyrannie» qui empêche les croyants de l'islam vivant en Grande Bretagne de décider librement de leur identité au sein de la société britannique. Cette politique lui rappelle l'époque de la domination britannique en Inde qui avait déjà vu la politisation de la religion servir d'instrument de domination - avec des conséquences à long terme désastreuses pour la cohésion sociale et politique du sous-continent¹³.

Il est effectivement intéressant d'observer à quel point les dirigeants locaux et nationaux travaillistes, plus spécifiquement, se sont pliés à une logique de définition essentiellement religieuse de l'identité des groupes de population immigrée et appuient eux-mêmes cette logique avec leur politique. Le parti travailliste a depuis toujours beaucoup misé sur les chefs traditionnels et religieux des communautés immigrées et a ainsi considérablement renforcé leur rôle. «Le multiculturalisme», dit Kenan Malik en revenant sur les années quatre-vingt, «a étouffé les tendances progressistes qui existaient au sein de la société musulmane et promu l'influence des chefs religieux».¹⁴

Cette politique a conduit à des alliances paradoxales dans lesquelles des visions du monde très différentes entretiennent un lien de dépendance mutuelle quasi impossible à défaire. Stratégiquement, le parti travailliste ne peut aujourd'hui se passer, dans de nombreuses circonscriptions des grandes villes d'Angleterre, des voix d'un électorat musulman immigré que les structures sociales et familiales patriarcales et autoritaires de la société parallèle islamique permettent d'ailleurs de mobiliser assez efficacement¹⁵. Cette tendance se renforce proportionnellement

¹³ «Identity Crisis» («Crise d'identité»), interview d'Amartya Sen au Guardian, 18/02/2006.

¹⁴ Kenan Malik, Born in Bradford («Né à Bradford»), Prospect, octobre 2005, p. 56.

¹⁵ D'après les sondages, les musulmans seraient bien plus attirés par le Labour que la moyenne de l'électorat britannique ; les libéraux-démocrates arrivent en 2^e position, les conservateurs n'obtiennent que la 3^{ème} place avec nettement moins de 20% des suffrages.

à la disparition progressive de la classe ouvrière traditionnelle et aux menaces d'un nombre croissant de ceux qui en font encore partie de quitter le parti, frustrés par les préférences idéologiques qu'il affiche.

La guerre d'Irak a été ces dernières années un autre facteur d'encouragement des autorités à répondre favorablement aux exigences de l'islam politique. Le Gouvernement Blair cherche désespérément quels gestes symboliques accomplir pour compenser les séquelles de la guerre dans les relations avec la population musulmane. Plusieurs initiatives sont à ranger dans cette catégorie :

- un projet de loi, rejeté au printemps 2006 par la Chambre des Lords, qui aurait permis de faire condamner en justice toute moquerie à l'égard des symboles religieux de l'islam ;
- le souhait de Tony Blair d'encourager la création de nouvelles écoles privées islamiques bien qu'une majorité de la population (immigrés compris) les considère comme nuisibles à l'intégration et que ces établissements soient loin de donner satisfaction en termes de transmission des formes élémentaires de tolérance religieuse et philosophique ;
- enfin, la passivité des autorités face aux appels au meurtre et à la violence lors des manifestations devant l'ambassade du Danemark, au printemps dernier à Londres, suite à la publication des caricatures de Mahomet. Il a fallu attendre les réactions indignées de l'opinion pour que la police se décide à intervenir pour mettre fin aux appels au meurtre et à la pose d'affiches prônant la violence¹⁶.

¹⁶ Les Britanniques n'ont pu voir les caricatures originales dans la presse nationale, qui ne les a pas publiées pour plusieurs raisons : on peut penser que chez les directeurs de maisons d'édition, la peur de connaître un sort à la Salman Rushdie a joué. Mais les considérations économiques ont sans doute été plus fortes encore : en Grande Bretagne, les journaux sont vendus par des milliers de petits kiosques dont beaucoup sont tenus par des

Une grande majorité de la population britannique a dénoncé cette passivité criante des autorités : dans un sondage réalisé pour le Times, 80 % des personnes interrogées ont déclaré que les autorités faisaient preuve d'une trop grande tolérance envers les musulmans, avec pour conséquence des actes extrémistes¹⁷.

Les promesses intenables du multiculturalisme et la frustration des victimes présumées

La principale promesse du multiculturalisme britannique est celle de l'égalité dans l'inégalité : tous les groupes et communautés religieux et culturels sont considérés comme jouissant des mêmes droits et devant bénéficier du même traitement ; il ne peut être fait de différences que pour mettre fin aux traitements défavorables ou discriminatoires subis par un groupe.

Cette promesse d'égalité s'avère de plus en plus comme le sempiternel mensonge le plus problématique du multiculturalisme. Il est tout simplement irréaliste d'imaginer que dans la culture quotidienne d'une nation post-industrielle forte de 1500 ans de tradition chrétienne, dont la population se compose à 80 % d'hédonistes accros de consommation élevés selon des principes vaguement chrétiens, les idées d'un islam se définissant de plus en plus comme anti-occidental et anti-moderniste puissent approcher, ne serait-ce que d'un iota, le statut d'égalité. Il est peut-être encore possible de forcer un peu les choses dans la sphère d'influence du *politiquement correct* des instances publiques - au risque de les voir s'éloigner de plus en plus de la population majoritaire. C'est par contre inimaginable dans le champ beaucoup plus vaste de la réalité sociale et économique. Ce fossé entre ambitions et réalité sociale provoque la

musulmans. Un boycott de leur part aurait été fatal à n'importe quel journal. La censure existe, mais sous une autre forme.

¹⁷ Times, 12/2/2006, <http://www.timesonline.co.uk/article/0,,2087-2036533,00.html>.

frustration des musulmans religieux, auxquels les appareils idéologiques du multiculturalisme et de l'islam politique répètent qu'ils peuvent prétendre à quelque chose que la société britannique n'est tout simplement pas prête à leur donner : l'acceptation et l'égalité de traitement, pratiquement sans condition, des normes et traditions culturelles, sociales et religieuses des différentes populations immigrées¹⁸.

L'une des grandes conséquences de cette réalité est que les musulmans se sentent de plus en plus victimes de discriminations, de persécutions et d'une «*islamophobie*» jugée très courante et très profondément enracinée dans la société britannique. Même s'il est difficile, en y regardant de près, de voir en quoi les musulmans de Grande Bretagne seraient spécifiquement exposés à la discrimination, ceux-ci sont de plus en plus convaincus d'être victimes de persécutions systématiques¹⁹. D'après cette logique, le chômage, l'échec scolaire et la pauvreté ne sont pas la conséquence de déficits de qualification et d'intégration, mais le résultat de discriminations religieuses et culturelles de la part des Britanniques. Les fanatiques religieux du Londonistan ne sont pas les seuls à conforter les musulmans dans ce sentiment de paranoïa ; le vaste courant dominant des institutions religieuses islamiques, une partie du monde politique et les médias libéraux de gauche font de même. Enfin le parti travailliste, discrédité aux yeux de la communauté musulmane par l'engagement de la Grande Bretagne dans la guerre d'Irak, fait tout ce qu'il peut dans ce sens pour regagner du terrain au sein d'un important électorat. Les effets pervers de cet endoctrinement ont été particulièrement nets l'an passé : les musulmans ont tout de même été 28 % à déclarer que les attentats du 7 juillet étaient largement

dus à «l'attitude raciste et islamophobe des non-musulmans»²⁰.

Mais l'argument massue de l'islamophobie sert aussi à immuniser la communauté islamique contre toute critique relative à ses principes culturels et religieux. Toute allusion à un déficit d'intégration, à une hostilité à l'égard des femmes et à l'extrémisme religieux est reléguée par l'argument de l'«islamophobie» à un rang proche du racisme et rendue taboue. Il n'est donc pas surprenant que ce soit justement une icône des mouvements anti-racistes de la gauche libérale, l'éditorialiste du Guardian Polly Toynbee, qui ait été désignée en 2004 par le lobby islamiste *Islamic Human Rights Commission* «la personnalité des médias la plus islamophobe de l'année». Madame Toynbee n'est pas seulement une fervente adepte de l'ouverture des frontières et du multiculturalisme ; elle a malheureusement encore quelques autres solides convictions telles que l'attachement au caractère séculaire de la société britannique et l'égalité entre les sexes. Cela a suffi.

Pour Kenan Malik, les conséquences de cette politique nuisent à tout le monde, musulmans et non-musulmans : «Prétendre que les musulmans n'ont jamais été aussi mal traités apporte peut-être de l'eau au moulin de certains leaders et hommes politiques, mais ne rend pas service au reste d'entre-nous, musulmans ou non. Plus les musulmans «ordinaires» seront nombreux à être poussés à croire qu'on les attaque en permanence, plus ils couvriront de rancœur, plus ils se replieront sur eux-mêmes et plus ils seront sensibles aux thèses extrémistes».²¹

Conclusion : la double trahison du multiculturalisme britannique

La pratique du multiculturalisme britannique n'a en fin de compte produit

¹⁸ Sondage ICM de février 2006. www.icmresearch.co.uk/reviews/2006/Sunday%20Telegraph%20-%20Muslims%20Feb/Muslim-Poll-Final.pdf.

¹⁹ Kenan Malik, *Islamophobia myth* («*Le mythe de l'islamophobie*») in Prospect, février 2005.

²⁰ Ils étaient par ailleurs 35 % à considérer ce facteur comme «un début» d'explication. <http://image.guardian.co.uk/sysfiles/Politics/documents/2005/07/26/Muslims-Poll.pdf>.

²¹ Kenan Malik, *Islamophobia myth* («*Le mythe de l'islamophobie*») in Prospect, février 2005.

aucun effet intégrateur et a au contraire produit une fracture. Tous les sondages montrent que les jeunes musulmans ne sont guère plus positifs et sont même souvent plus distants que les immigrés de la 1^{ère} génération envers le pays où le plupart d'entre eux sont nés et sont allés à l'école. Pour Kenan Malik, la politique du multiculturalisme britannique a produit un «pays tribal, sans centre moral ou politique».²²

Amartya Sen pousse la critique plus loin en parlant de l'émergence non pas d'une société multiculturelle, mais d'un «mono-culturalisme pluriel» dans lequel les cultures n'interagissent pas de façon positive mais restent ancrées à l'intérieur des murailles des identités culturelles et religieuses traditionnelles (ou y sont renvoyées). Cette façon de plaquer sur la tête de chacun une identité de groupe culturelle et religieuse pré-moderne est d'ailleurs ce que Sen reproche le plus au multiculturalisme britannique. Cette politique anéantit les possibilités d'épanouissement et d'émancipation individuels que l'émigration vers les sociétés occidentales offre plus particulièrement aux migrants venus de sociétés traditionalistes autoritaires. «Les horizons limités de cette pensée réductrice ont un impact direct sur le mode de vie des différents groupes de population et des effets limitatifs particulièrement lourds sur la vie des migrants et de leurs familles. Et ce n'est pas tout : le regard que citoyens et habitants d'un pays portent sur eux-mêmes peut aussi affecter la vie d'autrui, comme l'ont montré les attentats de l'été dernier en Grande Bretagne.»²³

La prise en tenaille par les islamistes et les apparatchiks du multiculturalisme ne menace ainsi pas seulement la perspective d'une véritable intégration des immigrés à la société majoritaire britannique. Elle s'oriente aussi de plus en plus vers les acquis du monde moderne occidental tels que la liberté d'opinion, la

liberté de la presse et la primauté de l'Etat sur la religion. Mais elle détruit surtout les chances des jeunes musulmans britanniques de pouvoir vraiment jouir des avantages qu'offre la vie dans l'un des pays les plus libres, les plus riches et les plus tolérants du monde : une vie dans laquelle chacun, indépendamment de son sexe, de sa religion ou de sa vision du monde, peut trouver (ou ne pas trouver) le bonheur à sa propre façon.

D'un autre côté, l'expérience britannique fournit aussi un exemple clair à l'attention de ce que René Cuperus a appelé le «stage intensif d'apprentissage des élites européennes» en matière de multiculturalisme - un «éloignement patent et dangereux» du monde politique par rapport aux réalités de l'existence d'une large majorité de la population, avec des conséquences fatales pour la cohésion sociale et politique des sociétés d'Europe occidentale²⁴. Dans plusieurs sondages réalisés il y a quelques semaines auprès de panels sélectionnés par l'institut YouGov, jusqu'à 80 % des personnes interrogées se sont déclarées d'accord avec certaines positions défendues à l'extrême droite par le *British National Party*²⁵. Quand dans l'une des démocraties les plus stables, les plus libérales et les plus anciennes du monde, un parti nationaliste d'extrême droite connaît un tel écho, c'est que le monde politique a commis une erreur fondamentale.

Ernst Hillebrand est le directeur du bureau londonien de la FES.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas la position de la Fondation Friedrich-Ebert.

Responsable de la publication : Winfried Veit, directeur du bureau parisien de la FES

²² Times, 16/5/2005.

²³ Amartya Sen, *Chili and Liberty - the Uses and Abuses of Multiculturalism («Piment et liberté - le multiculturalisme, faits et méfaits»)* in *The New Republic*, février 2006.

²⁴ René Cuperus, *European Social Unease («Le malaise social européen»)* in *Internationale Politik und Gesellschaft («Politique internationale et Société»)*, 1/2006, p. 86.

²⁵ YouGov BNP Suvey (*Enquête YouGov sur l'extrême droite*), avril 2006, http://www.yougov.Commission/archives/pdf/omi060101069_1.pdf.